

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre et chambres réunies, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale, le 15 février 1994, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 21 février 1994 (neuvième chambre) et le 1er mars 1994 (chambres réunies) l'avis suivant:

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer en verenigde kamers, op 15 februari 1994 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor brandweer en dringende medische hulp", heeft op 21 februari 1994 (negende kamer) en op 1 maart 1994 (verenigde kamer) het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Gelet op de hoogdringendheid (de besluiten zijn uitermate belangrijk om een goede werking van de Brandweerdienst mogelijk te maken en de rechtsonzekerheid weg te werken) hadden wij graag dat het advies zou worden verstrekt binnen de bij artikel 84 van de gecoördineerde wetten voorgeschreven termijn".

*

*

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations ci-après.

Préambule.

1. L'alinéa 1er doit être complété; on écrira :

"Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, modifiée par l'arrêté royal n° 264 du 31 décembre 1983 et par les articles 352 et 353 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;"

.../...

2. A la fin des alinéas 2, 3 et 4 du texte néerlandais, il y a lieu d'écrire respectivement "inzonderheid op artikel 8", "inzonderheid op bijlage 2" et "inzonderheid op bijlage 1".

3. L'alinéa 5 doit être complété par le texte suivant : "modifié par l'arrêté royal du 29 juillet 1992;".

4. L'alinéa 6 doit être omis.

5. A l'alinéa 8, il faut écrire :

"Vu l'accord du Ministre du Budget et de la Fonction publique donné le 16 février 1994;".

6. Les alinéas 9, 10 et 13 seront fusionnés.

7. L'alinéa 12 sera omis.

8. Le considérant sera remplacé par le visa de l'avis du Conseil d'Etat.

.../...

Proposant.

Comme le Conseil d'Etat l'a rappelé à de nombreuses reprises, les Secrétaires d'Etat ne font pas partie du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Il y a donc lieu d'omettre, dans le proposant, les mots "et du Secrétaire d'Etat compétent pour le service d'incendie et d'aide médicale urgente".

Le Secrétaire d'Etat V. ANCIAUX ne peut davantage signer l'arrêté en projet.

Dispositif.

Article 1er.

Les deux paragraphes sont tautologiques. Mieux vaut ne retenir que le premier et le rédiger de la manière suivante :

"Article 1er. Sauf s'il y est dérogé par les dispositions du présent arrêté, l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant ...".

Article 2.

Les deux paragraphes sont, ici aussi, tautologiques.

.../...

Par ailleurs, la disposition en projet entend rendre applicables aux agents du Service d'incendie, en matière disciplinaire, l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant le statut administratif des agents de l'agglomération (articles 46-54, statut disciplinaire) et l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant le statut administratif des agents de l'agglomération (article 55), tous deux pris le 29 mars 1990.

La question se pose si les dispositions des deux arrêtés auxquels il est ainsi fait référence et sur lesquels le Conseil d'Etat n'a pas été consulté s'agissant de règlements d'agglomération, ne font pas double emploi avec celles qui font l'objet des chapitres V et VI de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et aux personnes morales de droit public qui en dépendent ou, pire, leur sont contraires. L'arrêté royal précité du 22 novembre 1991 est, en effet, applicable au personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente, par l'effet de l'arrêté royal du 20 octobre 1992 exécutant, pour l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 62, § 1er, dudit arrêté royal du 22 novembre 1991.

Une double constatation s'impose.

D'une part, les deux arrêtés auxquels l'article en projet fait référence contiennent des dispositions identiques ou semblables aux dispositions des chapitres V et VI de l'arrêté royal du 22 novembre 1991. Dans cette mesure,

.../...

lesdites dispositions risquent d'être considérées ultérieurement comme étant de même nature que les autres dispositions en projet et d'être ainsi modifiées sans qu'on s'aperçoive de leur nature particulière, ce qui ne se peut, les principes généraux ne pouvant être modifiés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

D'autre part, certaines des dispositions auxquelles il est référé sont incompatibles avec les principes généraux, à savoir :

- Incompatibilité avec l'article 31, § 1er, de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 :

L'échelle des peines prévue à l'article 46 du statut disciplinaire ne correspond pas à celle prévue par l'arrêté royal du 22 novembre 1991.

On y trouve en plus l'avertissement et la réprimande, cependant que le rappel à l'ordre et le blâme n'y sont pas mentionnés.

Par ailleurs, le déplacement disciplinaire est omis.

- Incompatibilité avec l'article 31, § 2, du même arrêté :

Les arrêtés auxquels il est référé omettent de fixer les délais dans lesquels les peines disciplinaires doivent être prononcées, ainsi que les délais de

.../...

prescription des faits qui peuvent donner lieu à une action disciplinaire.

- Incompatibilité avec l'article 31, § 3, du même arrêté :

L'article 47, § 2, du statut disciplinaire limite la suspension disciplinaire à six mois pour les agents autres que le secrétaire, le secrétaire adjoint et le receveur, alors que l'article 31, § 3, de l'arrêté royal la limite à trois mois; il est prévu que la suspension disciplinaire peut entraîner la privation totale ou partielle du traitement, un traitement net égal au minimum de moyens d'existence étant toutefois garanti, alors que l'article 31, § 3, de l'arrêté royal limite la retenue à celle visée à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs, c'est-à-dire au cinquième de la rémunération nette.

- Incompatibilité avec l'article 34 du même arrêté :

Pour les peines de l'avertissement et de la réprimande, il est prévu que la proposition est faite par le supérieur hiérarchique compétent, tandis que la sanction est infligée par le chef de service. Le principe de l'article 34 de l'arrêté royal, selon lequel l'autorité qui punit ne peut être celle qui poursuit, ne sera donc pas respecté si le chef de service est le supérieur hiérarchique immédiat.

.../...

- Incompatibilité avec l'article 35 du même arrêté :

L'article 50 du statut disciplinaire limite l'intervention du défenseur de l'agent au seul stade de son audition et déroge ainsi à l'article 35 de l'arrêté royal.

- Incompatibilité avec l'article 39 du même arrêté :

L'article 46 du statut disciplinaire limite l'application des sanctions aux agents définitifs, alors que, suivant le principe général inscrit à l'article 39 de l'arrêté royal, la sanction est également applicable aux stagiaires (1).

- Incompatibilité avec l'article 40 du même arrêté :

L'article 48 du statut disciplinaire s'écarte sur plusieurs points de l'article 40 de l'arrêté royal.

Compte tenu des observations importantes qui viennent d'être faites, il appert que la méthode consistant à légiférer par référence n'est pas aisément praticable et qu'il y aurait lieu :

(1) La rédaction de l'article 2, § 2, du projet (... restent applicables ...) ne permet pas de considérer que le projet entendrait rendre ce régime disciplinaire applicable à tous les agents du service d'incendie.

- d'une part, soit d'incorporer dans l'arrêté en projet les dispositions relatives au statut disciplinaire du personnel, en excluant celles qui sont déjà applicables en vertu de l'arrêté royal précité du 22 novembre 1991 et en s'assurant de la compatibilité des dispositions retenues avec les principes généraux inscrits dans l'arrêté royal du 22 novembre 1991, soit de prendre un arrêté distinct en procédant de même.
- d'autre part, d'établir des documents, tels des circulaires, contenant, à titre officieux, l'ensemble des dispositions applicables, en ce compris les principes généraux inscrits dans l'arrêté royal du 22 novembre 1991.

Titre II.

Le terme "Opératif" utilisé au titre II ainsi que dans d'autres dispositions, non seulement semble linguistiquement incorrect, mais ne correspond pas aux subdivisions du cadre administratif du personnel. Il faut utiliser l'expression "cadre opérationnel".

Article 3.

1. A l'alinéa 3, la condition de domiciliation prévue au point 2 n'est pas admissible en tant qu'elle constitue une condition de recrutement.

.../...

On ne peut, en effet, imposer d'obligation de domicile pour l'accès à des emplois publics sans méconnaître l'article 10, alinéa 2, de la Constitution.

Imposer une telle obligation ne peut davantage servir à départager des candidats ayant le même classement au concours de recrutement, suivant l'interprétation que, selon les délégués du Gouvernement, il faudrait donner au texte en projet.

2. L'obligation, prévue au même point 2, que le candidat se trouve dans une situation telle qu'"A tout moment il doit pouvoir atteindre le service dans un délai de deux heures" ne peut constituer une condition du recrutement. Il s'agit, en réalité, d'une obligation de service qui doit trouver sa place au chapitre III du titre II.

3. Au point 7, selon les délégués du Gouvernement, l'examen médical préalable peut également être effectué par l'officier médecin (cf. projet L. 23.132/9, article 5). Le texte devra donc être adapté en conséquence.

4. Au second sous-alinéa du point 7 (page 6) les délégués ont déclaré que le texte ne traduit pas l'intention des auteurs du projet, cette intention étant de soumettre les candidats âgés de moins de 21 ans à un examen médical annuel, tandis qu'une fois cet âge atteint, ils ne seraient plus astreints aux examens médicaux que selon la périodicité

.../...

prévue par les dispositions organiques à eux applicables (arrêté royal du 20 septembre 1991 relatif à la sélection et à la surveillance médicale des conducteurs de véhicules à moteur).

Le texte devra donc être revu.

5. Le texte en projet soumet le candidat à un examen de sélection (page 9 du projet) qui comprend notamment une épreuve de natation, dont il est précisé (page 11) qu'elle "n'est pas une épreuve éliminatoire", car "les candidats qui n'auront pas réussi l'épreuve devront la refaire avant la fin de leur stage"; cette épreuve donne, pourtant, lieu à l'attribution de points; il en est de même pour la possession "d'un permis de conduire B" qui donne aussi lieu à l'attribution de points, alors qu'il est précisé que ce permis peut être obtenu pendant le stage.

La question se pose de savoir comment se feront le calcul des moyennes, l'attribution des points et, par suite, le classement d'un candidat, lorsque celui-ci n'a pas réussi l'épreuve de natation au moment de l'examen de sélection, ni ne dispose, à ce moment, du permis de conduire B.

Le texte doit être revu.

.../...

Article 4.

1. A l'alinéa 1er, on omettra les mots "En dérogation de l'article 12, § 4 de l'arrêté royal du 8 janvier 1973;".

2. De l'accord des délégués du Gouvernement, il faut remplacer, à la fin de l'alinéa 2, les mots "candidat-pompier" par l'expression "sapeur-pompier".

3. Les trois derniers alinéas de l'article 4 sont ambigus; ils gagneraient à être rédigés d'une manière intelligible.

Article 6.

1. A l'alinéa 2, le texte en projet semble prévoir la rédaction de deux rapports par l'officier chargé de la direction du stage, l'un à l'intention de la commission de stage, l'autre à destination du stagiaire et également de la commission de stage.

Il ne peut manifestement n'y avoir qu'un seul rapport communiqué au stagiaire, pour observations, et ensuite transmis à la commission de stage avec les moyens de défense éventuels de l'intéressé.

.../...

Le texte doit être revu.

2. En ce qui concerne les mots "sans faire préjudice des dispositions de l'article 8 de cet arrêté" utilisés à la fin de l'alinéa 3, il est renvoyé à l'observation qui sera faite à propos de l'article 8.

3. Les délégués du Gouvernement ont admis qu'à l'alinéa 3, le stagiaire licencié devait bénéficier d'un préavis de trois mois, conformément à l'arrêté royal du 22 novembre 1991 précité.

Le texte sera complété.

Article 7.

1. Au paragraphe 1er, 1°, il est prévu que siège dans la commission de stage pour les stagiaires de niveau 1, le secrétaire permanent au recrutement ou son adjoint qui la préside.

Les dispositions de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et de l'arrêté du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et aux personnes morales de droit public qui en dépendent, qui permettent l'intervention du Secrétariat permanent de recrutement du personnel de l'Etat à l'égard du personnel des Communautés et des Régions et des organismes qui en dépendent limitent cette intervention au seul

.../...

recrutement entendu au sens strict. Dès lors, il n'est pas au pouvoir d'un Gouvernement régional d'imposer la présence de fonctionnaires fédéraux relevant de ce secrétariat dans des commissions régionales de stage.

2. Au paragraphe 3, seconde phrase, on écrira : "Le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a le service d'incendie dans ses attributions désigne ...".

3. Au paragraphe 4, il est prévu que l'officier chargé de la direction du stage participe aux réunions des commissions.

Il pourrait s'ensuivre que l'officier qui a fait le rapport de stage, par hypothèse défavorable, pourrait être soupçonné de manquer d'impartialité.

Par ailleurs, il y a une discordance entre le texte français "avec voix délibérative" et le texte néerlandais "met raadgevende stem". Cette discordance devrait en tout cas être éliminée.

Article 8.

Cet article dispose que le candidat-pompier ne peut être nommé à titre définitif que s'il a apporté la preuve de la connaissance élémentaire de la seconde langue nationale en passant une épreuve orale.

.../...

L'article 13, § 3, pose la même exigence à l'égard du candidat-officier.

La question se pose de savoir si une telle règle est compatible avec les lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative, telles que l'article 32 de la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles les a rendues applicables aux services de la Région de Bruxelles-Capitale et de l'Agglomération bruxelloise.

Cette disposition législative s'énonce comme suit :

"Art. 32. § 1er. Les services centralisés et décentralisés de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et du Collège réuni utilisent le français et le néerlandais comme langues administratives.

Dans les services visés à l'alinéa 1er, nul ne peut être nommé ou promu à une fonction ou à un emploi s'il n'a une connaissance du français ou du néerlandais constatée conformément à l'article 15, § 1er, alinéa 3, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Les articles 50 et 54, le chapitre V, section 1ère, à l'exception des dispositions relatives à l'emploi de l'allemand, et les chapitres VII et VIII, des mêmes lois sont applicables aux services visés à l'alinéa 1er.

§ 2. Sans préjudice de l'application de l'article 55, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, les services de l'Agglomération bruxelloise sont soumis aux dispositions du § 1er du présent article".

Cette disposition a pour conséquence que le Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de

.../...

Bruxelles-Capitale est soumis au régime instauré par les lois sur l'emploi des langues en matière administrative pour les "services centraux".

Dans le régime linguistique des services centraux, tel qu'il est fixé dans le chapitre V, section 1ère, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, tous les fonctionnaires et agents sont inscrits sur un rôle linguistique, le rôle français ou le rôle néerlandais, la connaissance de la seconde langue n'étant requise que pour faire partie du cadre bilingue. Le principe est celui de l'unilinguisme des agents.

Le texte en projet maintient le système des cadres unilingues et du cadre bilingue, mais prévoit que les agents unilingues sont tenus de réussir une épreuve portant sur la connaissance de la seconde langue à subir devant un jury institué à l'intérieur du service (et non pas une épreuve organisée par le Secrétariat permanent de recrutement) afin de pouvoir être nommés à titre définitif.

Cette dérogation à la règle de principe fixée pour les services centraux par les lois sur l'emploi des langues en matière administrative est justifiée, selon le dernier alinéa de l'article 8 du projet, par "les tâches spéciales de secours, où chaque pompier est confronté avec des situations d'urgence individuelles". La règle en projet équivaut, en fait, à soumettre les agents du Service visés - fût-ce dans une version atténuée - aux dispositions des lois sur l'emploi des langues en matière administrative s'appliquant aux agents des services régionaux et locaux de Bruxelles-Capitale qui, dans l'exercice de leurs fonctions,

.../...

sont "en contact avec le public" (article 35, § 1er, et 21, §§ 2 et 5) (2). Ce qui se conçoit parfaitement, si l'on garde présent à l'esprit que ces mêmes dispositions s'appliquaient auparavant au Service, lequel était effectivement alors un service de l'Agglomération bruxelloise et était, à ce titre, chargé de missions initialement déléguées aux communes (3).

Mais, si compréhensible que soit la dérogation prévue dans le projet pour les motifs qui viennent d'être évoqués, force est de constater qu'une telle exigence linguistique n'est pas compatible avec l'article 43 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

Sans doute, selon l'article 41 des mêmes lois, les services centraux utilisent-ils, dans leurs rapports avec les particuliers, celle des trois langues dont ces derniers ont fait usage. Cet article, qui s'applique également au Service d'incendie et d'aide médicale urgente, sauf qu'il utilise le français et le néerlandais comme langues administratives, ne permet pas de déroger tant soit peu à

(2) La section d'administration du Conseil d'Etat a estimé, notamment dans les arrêts Discart, n° 27.294, et Douha, n° 27.295, du 7 janvier 1987, qu'il faut considérer les pompiers comme étant "en contact avec le public" dans l'exercice de leurs fonctions au sens des dispositions précitées des lois sur l'emploi des langues en matière administrative.

(3) Aux termes de l'article 4, § 2, 3° et 4°, de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, "les attributions des communes ... (notamment en matière de) lutte contre l'incendie (et d')aide médicale urgente" "sont transférées à l'agglomération".

l'article 43 précité. Ces deux dispositions instituent des exigences complémentaires qui doivent être également respectées par l'autorité responsable de l'organisation du service. Satisfaire en même temps aux exigences des articles 41 et 43 des lois coordonnées ne présente pas de difficultés pratiques particulières dans le cas de services administratifs classiques.

Ainsi qu'il vient d'être exposé, de telles difficultés ne se présentaient pas davantage précédemment, puisque le Service d'incendie constituait un service régional, soumis au même régime que les services locaux établis dans Bruxelles-Capitale. Mais elles sont inhérentes au passage de ce service jadis régional dans la catégorie des services centraux.

Certes, l'arrêté en projet prévoit que le sapeur-pompier qui ne satisfait pas à l'examen linguistique ne peut être licencié pour cette raison. Il n'en reste pas moins que celui qui n'aurait pas satisfait audit examen ne pourrait jamais être nommé à titre définitif. Il est, sans doute, également prévu qu'aucun examen linguistique n'est imposé lors des promotions, exception faite des promotions dans le cadre bilingue. Ceci n'est pas davantage de nature à rendre l'arrêté en projet compatible avec la lettre et l'esprit de la législation sur l'emploi des langues en matière administrative.

En conclusion, l'arrêté en projet instaure, dans l'intention certes louable de concilier les articles 41 et 43 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative avec les nécessités du service, un régime dérogatoire au régime linguistique qu'institue le chapitre V, section 1ère, desdites lois pour les services cen-

traux centraux et que la loi du 16 juin 1989 précitée rend applicable au Service d'incendie et d'aide médicale urgente. Mais un tel régime dérogatoire relatif à l'emploi des langues en matière administrative dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ne peut être réglé que par le législateur fédéral.

L'observation qui vient d'être faite vaut également pour l'article 13, § 3.

Article 11.

1. Aux alinéas 5, 7 et 8, il est question, tantôt du "médecin du travail", tantôt du "médecin du travail du service".

Suivant les explications des délégués du Gouvernement, le médecin visé à l'alinéa 5 est le médecin prévu par le règlement général pour la protection du travail, tandis que celui visé aux aliéas 7 et 8 est l'officier médecin du service d'incendie.

Cette explication rend le texte en projet incohérent. Il ne peut s'agir que d'un seul et même médecin, soit celui prévu par le règlement général pour la protection du travail, soit celui du service d'incendie.

Le texte doit être revu.

.../...

2. L'alinéa 9 est rédigé de manière insuffisamment précise. Le texte doit indiquer comment est exactement composé le jury.

3. Toujours à l'article 11 (page 29), il est prévu que le stage sera suivi d'un "test", sans indiquer en quoi consiste ce test.

Le texte doit être complété.

Article 13.

Au paragraphe 1er, l'expression "mutatis mutandis" est imprécise et source d'insécurité juridique dans une disposition qui réglemente déjà par voie de référence.

Il s'impose d'apporter les précisions indispensables.

Article 14.

Cet article et, en tout cas, ses deux premiers alinéas qui traitent de l'obligation de résidence trouveraient mieux leur place au Chapitre III du Titre II.

Au troisième alinéa, le terme "régulation" se rapporte au "tour de garde". On utilisera cette dernière expression.

.../...

Article 18.

1. On écrira à l'alinéa 1er :

"Art. 18. Il y a incompatibilité entre les fonctions de membre du Service d'incendie et celle de membre effectif d'un autre service public ou privé de secours".

2. Suivant les délégués du Gouvernement, l'alinéa 3 sera remplacé par un nouveau texte.

Dans le texte qu'ils ont communiqué, disparaît l'obligation, pour l'intéressé, de se mettre en règle dans un délai de six mois suivant la mise en demeure.

Exiger que l'intéressé se mette en règle immédiatement paraît excessif; un délai raisonnable doit être prévu.

3. L'alinéa 4 prévoit qu'à défaut pour l'intéressé d'avoir satisfait aux injonctions du Gouvernement, il "est révoqué".

Il s'agit donc d'une sanction disciplinaire automatique, ce qui, dans certains cas, peut conduire au prononcé d'une peine disproportionnée par rapport aux faits.

Mieux vaut écrire : "... peut faire l'objet d'une sanction disciplinaire".

.../...

Article 20.

Les termes "Sans préjudice des dispositions réglementaires de l'arrêté royal du 3 janvier 1973 fixant le statut de certains organismes d'intérêt public" sont équivoques; s'agit-il d'appliquer cumulativement les dispositions de l'arrêté royal du 3 janvier 1973 et celles déterminées au tableau annexé ou ces conditions s'excluent-elles ? Le texte doit préciser les dispositions qui s'appliquent.

La même observation vaut pour l'article 25.

Article 21.

Il est renvoyé à l'observation qui a été faite à propos de l'article 13.

Article 22.

Le texte en projet doit préciser l'autorité qui arrête le règlement d'ordre intérieur.

Article 26.

La référence doit être faite à l'article 27, non à l'article 26.

Par ailleurs, mieux vaut écrire :

.../...

"Art. 26. Sous réserve des droits acquis par les membres du personnel en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le règlement organique provisoire du Service d'incendie du 16 janvier 1974 est abrogé".

Article 27.

Le texte néerlandais de cette disposition devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 28.

Le Secrétaire d'Etat ne pourrait tenir le pouvoir d'assurer l'exécution de l'arrêté en projet qu'en vertu d'une décision prise par le ministre auquel il est adjoint. Il s'ensuit que les mots "et le Secrétaire d'Etat, compétent pour le Service d'incendie et d'aide médicale urgente" doivent être omis.

On écrira donc :

"Art. 28. Les ministres qui ont la Fonction publique et le Service d'incendie dans leurs attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

.../...

Observations finales.

1. Sauf lorsqu'il est fait référence à un arrêté de l'ancien Exécutif régional, on remplacera le terme "Exécutif" par le terme "Gouvernement".

2. L'arrêté en projet est particulièrement mal rédigé. Il ne tient notamment pas compte des règles de la légistique formelle. On relève notamment :

- a) plusieurs dispositions sont exagérément longues et mal construites. Il en est ainsi, par exemple, des articles 4, 11 et 13;
- b) il faut écrire : "Titre premier", "Chapitre premier", "Section première" et "§ 1er";
- c) sauf pour l'article 1er, les dispositions du projet doivent être numérotées "Art. 2", "Art. 3", etc., non "Article 2", "Article 3", etc.;
- d) la division d'un article en paragraphes ne se justifie pas, lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa;
- e) les subdivisions d'une phrase doivent se faire par 1º, 2º, 3º, etc., ceux-ci étant eux-mêmes éventuellement subdivisés en a), b), c), etc.; les tirets seront donc remplacés par 1º, 2º, etc.; ils se termineront par un point-virgule;
- f) il n'est pas d'usage d'interrompre une énumération par l'insertion de phrases ou d'alinéas incidents;

.../...

- g) les délais, les pourcentages et les fractions doivent s'écrire en toutes lettres;
- h) lorsqu'il est fait référence à un article du projet, on omettra les mots "du présent arrêté";
- i) il faut éviter de faire usage du futur; mieux vaut utiliser l'indicatif présent.
- j) de nombreuses dispositions du texte néerlandais du projet contiennent des gallicismes ou des expressions incorrectes. A cet égard, il est renvoyé à l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Gelet op de hoogdringendheid (de besluiten zijn uitermate belangrijk om een goede werking van de Brandweerdienst mogelijk te maken en de rechtsonzekerheid weg te werken) hadden wij graag dat het advies zou worden verstrekt binnen de bij artikel 84 van de gecoördineerde wetten voorgeschreven termijn".

*

* *

Binnen de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, moet hij zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

Aanhef.

1. Het eerste lid moet worden aangevuld; men schrijve :

"Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 264 van 31 december 1983 en bij de artikelen 352 en 353 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur".

.../...

2. Aan het eind van het tweede, derde en vierde lid schrijve men respectievelijk "inzonderheid op artikel 8", "inzonderheid op bijlage 2" en "inzonderheid op bijlage 1".

3. Het vijfde lid moet worden aangevuld met de volgende tekst : "gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 juli 1992;".

4. Het zesde lid moet vervallen.

5. In het achtste lid schrijve men :

"Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting en Openbaar Ambt, gegeven op 16 februari 1994;".

6. Het negende, tiende en veertiende lid moeten worden samengevoegd.

7. Het twaalfde lid moet vervallen.

8. De considerans moet vervallen en in de Franse tekst worden vervangen door de verwijzing naar het advies van de Raad van State.

.../...

Voordrachtformulier.

De Raad van State heeft er herhaaldelijk op gewezen dat de staatssecretarissen geen deel uitmaken van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. In het voordrachtformulier dienen dus de woorden "en van de Staatssecretaris bevoegd voor de Brandweer en Dringende Medische Hulp" te vervallen.

Staatssecretaris V. ANCIAUX mag evenmin het ontworpen besluit ondertekenen.

Bepalend gedeelte.Artikel 1.

Beide paragrafen zijn tautologisch. Het zou beter zijn alleen de eerste te handhaven en hem als volgt te redigeren :

"Artikel 1. Behalve indien daarvan wordt afgeweken door de bepalingen van dit besluit, is het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling ... hierna te noemen "Brandweerdienst"".

Artikel 2.

Beide paragrafen zijn ook in dit artikel tautologisch.

.../...

Bovendien beoogt de ontworpen bepaling het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot wijziging van het administratief statuut van het Agglomeratiepersoneel (tuchtregeling, artikelen 46-54) en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot wijziging van het administratief statuut van het Agglomeratiepersoneel (artikel 55), beide van 29 maart 1990, inzake tucht toepasselijk te verklaren op het personeel van de Brandweerdienst.

De vraag rijst of de bepalingen van beide besluiten waarnaar aldus wordt verwezen en waarover de Raad van State niet is geraadpleegd, aangezien het agglomeratieverordeningen betreft, geen doublure vormen met de bepalingen die aan de orde zijn in de hoofdstukken V en VI van het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, of erger nog, of zij er niet mee in strijd zijn. Het voormelde koninklijk besluit van 22 november 1991 is immers van toepassing op het personeel van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, uit kracht van het koninklijk besluit van 20 oktober 1992 tot uitvoering, voor de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, van artikel 62, § 1, van het genoemde koninklijk besluit van 22 november 1991.

Een tweevoudige vaststelling dringt zich op.

Enerzijds bevatten beide besluiten waarnaar het ontworpen artikel verwijst dezelfde of soortgelijke bepalingen.

.../...

gen als die van de hoofdstukken V en VI van het koninklijk besluit van 22 november 1991. In dat opzicht bestaat het gevaar dat de genoemde bepalingen achteraf geacht worden van dezelfde aard te zijn als de overige ontworpen bepalingen en dat zij aldus worden gewijzigd zonder dat men zich rekenschap geeft van hun bijzondere aard, wat niet mag, aangezien de algemene beginselen niet kunnen worden gewijzigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Anderzijds zijn sommige bepalingen waarnaar wordt verwezen niet bestaanbaar met de algemene beginselen, te weten :

- Onbestaanbaarheid met artikel 31, § 1, van het koninklijk besluit van 22 november 1991 :

Het straftarief waarin artikel 46 van het tuchtrechtelijk statuut voorziet, stemt niet overeen met dat waarin het koninklijk besluit van 22 november 1991 voorziet.

Daarin worden bovendien de waarschuwing en de berisping vermeld, terwijl de terechtwijzing en de blaam niet worden vermeld.

Bovendien is er geen sprake van de verplaatsing bij tuchtmaatregel.

- Onbestaanbaarheid met artikel 31, § 2, van hetzelfde besluit :

.../...

De besluiten waarnaar wordt verwezen verzuimen de termijnen vast te stellen waarbinnen de tuchtstraffen moeten worden uitgesproken, alsmede de termijnen van verjaring van de feiten die aanleiding kunnen geven tot een tuchtvordering.

- Onbestaanbaarheid met artikel 31, § 3, van hetzelfde besluit :

Artikel 47, § 2, van het tuchtrechtelijk statuut beperkt de schorsing om tuchtredden tot zes maanden voor de personeelsleden die geen secretaris, adjunct-secretaris of ontvanger zijn, terwijl artikel 31, § 3, van het koninklijk besluit die beperkt tot drie maanden; er wordt bepaald dat de schorsing om tuchtredden het gehele of gedeeltelijke verlies van wedde tot gevolg heeft, met dien verstande dat "een nettowedde gelijk aan het bedrag van het bestaansminimum" gewaarborgd wordt, terwijl artikel 31, § 3, van het koninklijk besluit, de inhouding beperkt tot die bedoeld in artikel 23, tweede lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, dat wil zeggen één vijfde van het netto-loon.

- Onbestaanbaarheid met artikel 34 van hetzelfde besluit :

.../...

Voor de waarschuwing en de berisping wordt bepaald dat het voorstel wordt gedaan door de bevoegde hiërarchische meerdere, terwijl de straf wordt opgelegd door de dienstchef. Het beginsel van artikel 34 van het koninklijk besluit volgens hetwelk de overheid die straft niet dezelfde mag zijn als die welke de straf voorstelt, wordt dus niet in acht genomen als de dienstchef de rechtstreekse hiërarchische meerdere is.

- Onbestaanbaarheid met artikel 35 van hetzelfde besluit :

Artikel 50 van het tuchtrechtelijk statuut beperkt het optreden van de verdediger van het personeelslid tot de fase van diens verhoor en wijkt aldus af van artikel 35 van het koninklijk besluit.

- Onbestaanbaarheid met artikel 39 van hetzelfde besluit :

Artikel 46 van het tuchtrechtelijk statuut beperkt de toepassing van de straffen tot de vastbenoemde personeelsleden, terwijl volgens het algemeen beginsel dat is neergelegd in artikel 39 van het koninklijk besluit, de straf mede van toepassing is op de stagiairs (4).

(4) De redactie van artikel 2, § 2, van het ontwerp (... blijven ... van toepassing ...) laat niet toe ervan uit te gaan dat het ontwerp zou beogen die tuchtregeling toepasselijk te verklaren op alle personeelsleden van de Brandweerdienst.

- Onbestaanbaarheid met artikel 40 van hetzelfde besluit :

Artikel 48 van het tuchtrechtelijk statuut wijkt op meer dan één punt af van artikel 40 van het koninklijk besluit.

Gelet op de zoëven gemaakte belangrijke opmerkingen, blijkt dat de methode van het regels stellen door verwijzing naar andere bepalingen niet gemakkelijk toepasbaar is en dat er grond is om :

- enerzijds, ofwel de bepalingen betreffende het tuchtrechtelijk statuut van het personeel op te nemen in het ontworpen besluit, met uitsluiting van die welke reeds krachtens het voormelde koninklijk besluit van 22 november 1991 van toepassing zijn - waarbij men zich ervan behoort te vergewissen dat de bepalingen die worden opgenomen bestaanbaar zijn met de in dat besluit neergelegde algemene beginselen -, ofwel een afzonderlijk besluit vast te stellen volgens dezelfde werkwijze;

.../...

- anderzijds stukken op te stellen, zoals omzendbrieven, die officieus alle toepasselijke bepalingen bevatten met inbegrip van de in het koninklijk besluit van 22 november 1991 neergelegde algemene beginselen.

Titel II.

Het in titel II, alsmede in andere bepalingen gebruikte woord "Operatief" lijkt niet alleen onjuist uit taalkundig oogpunt maar stemt niet overeen met de onderverdelingen van de administratieve personeelsformatie. Ook het woord "kader" is in die betekenis niet correct. De uitdrukking "operationeel personeel" moet worden gebruikt.

Artikel 3.

1. In het derde lid is de domiciliëringsvoorwaarde gesteld in punt 2, niet aanvaardbaar in zoverre zij een aanwervingsvoorwaarde vormt.

Voor de toegang tot openbare bedieningen kan men immers geen domiciliëringsverplichting opleggen zonder artikel 10, tweede lid, van de Grondwet te schenden.

Het opleggen van zulk een verplichting kan evenmin dienen om gegadigden met dezelfde rangschikking bij het wervingsexamen te selecteren, overeenkomstig de interpretatie die, volgens de gemachtigden van de Regering, aan de ontworpen tekst moet worden gehecht.

.../...

2. De in punt 2 genomen verplichting dat de gegadigde zich in een zodanige situatie moet bevinden dat "(hij) op elk ogenblik (...) de dienst (moet) kunnen bereiken binnen het verloop van maximum twee uur" mag geen aanwervingsvoorwaarde vormen. In werkelijkheid gaat het om een dienstverplichting die thuishoort in hoofdstuk III van titel II.

3. In punt 7 kan het voorafgaande geneeskundig onderzoek, volgens de gemachtigden van de Regering, eveneens gedaan worden door de officier-geneesheer (cf. ontwerp L. 23.132/9, artikel 5). De tekst moet dus dienovereenkomstig worden aangepast.

4. Wat het tweede lid van punt 7 betreft (bladzijde 6), hebben de gemachtigden van de Regering verklaard dat de tekst de bedoeling van de stellers van het ontwerp niet weergeeft, namelijk de bedoeling om de gegadigden van minder dan 21 jaar aan een jaarlijks geneeskundig onderzoek te onderwerpen, terwijl zij, als zij die leeftijd eenmaal bereikt hebben, zich alleen nog aan de geneeskundige onderzoeken zouden hoeven te onderwerpen met de regelmaat bepaald in de organieke bepalingen die op hen van toepassing zijn (koninklijk besluit van 20 september 1991 betreffende de geneeskundige schifting en het geneeskundig toezicht op de bestuurders van motorvoertuigen).

De tekst zal dus moeten worden herzien.

.../...

5. De ontworpen tekst schrijft voor dat de gegadigde een "schiftingsexamen" (lees : selectie-examen) moet afleggen (bladzijde 9 van het ontwerp) dat onder meer een zwemproef (lees : zwemtest) omvat, waarvan duidelijk wordt gesteld (bladzijde 11) dat het "geen uitsluitingsproef (is)", daar "de kandidaten die er niet voor slagen (...) deze proef voor het einde van hun stage (zullen) moeten overdoen"; voor die test worden nochtans punten (lees : cijfers) gegeven; dit geldt evenzo voor het beschikken over "een rijbewijs B", waarvoor eveneens cijfers worden gegeven, terwijl wordt vermeld dat dit bewijs gedurende de proeftijd kan worden behaald.

De vraag rijst hoe de gemiddelden zullen worden berekend, hoe de cijfers zullen worden toegekend en hoe daarna een gegadigde zal worden gerangschikt wanneer hij niet geslaagd is voor de zwemtest op het ogenblik van het selectie-examen en op dat ogenblik evenmin beschikt over een rijbewijs B.

De tekst moet worden herzien.

Artikel 4.

1. In het eerste lid dienen de woorden "In afwijking van artikel 12, § 4, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973" te vervallen.

.../...

2. De gemachtigden van de Regering zijn het ermee eens dat aan het einde van het tweede lid de woorden "kandidaat-brandweerman" vervangen moeten worden door het woord "brandweerman".

3. De laatste drie leden van artikel 4 zijn dubbelzinnig; zij zouden op een begrijpelijke manier moeten worden gesteld.

Artikel 6.

1. In het tweede lid lijkt de ontworpen tekst te voorzien in het opstellen van twee verslagen door de officier belast met het begeleiden van de proeftijd, het ene bestemd voor de stagecommissie, het andere bestemd zowel voor de stagiair als voor de stagecommissie.

Er kan kennelijk slechts sprake zijn van één verslag dat ter inzage wordt gegeven aan de stagiair voor eventuele opmerkingen en dat vervolgens wordt bezorgd aan de stagecommissie met de eventuele verweermiddelen van de betrokkene.

De tekst moet worden herzien.

2. In verband met de aan het einde van het derde lid gebruikte woorden "onverminderd de bepalingen van

.../...

artikel 8 van dit besluit", wordt verwezen naar de opmerking die in verband met artikel 8 zal worden gemaakt.

3. De gemachtigden van de Regering zijn het ermee eens dat in het derde lid de ontslagen stagiair, overeenkomstig het voormelde koninklijk besluit van 22 november 1991, een opzeggingstermijn van drie maanden behoort te krijgen.

De tekst moet worden aangevuld.

Artikel 7.

1. In paragraaf 1, 1^o, wordt bepaald dat in de stagecommissie voor de stagiairs van niveau 1 de vaste wervingssecretaris of zijn adjunct, die voorzitter is, zitting heeft.

De bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van het besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de Rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, die het Vast Secretariaat voor de werving van het rijkspersoneel in staat stellen een rol te spelen ten opzichte van het personeel van de Gemeenschappen en de Gewesten en van de instellingen die eronder ressorteren, beperken die rol tot uitsluitend de werving in strikte zin.

.../...

Het behoort bijgevolg niet tot de bevoegdheid van een Gewestregering om voor te schrijven dat federale ambtenaren die tot dat secretariaat behoren zitting moeten hebben in gewestelijke stagecommissies.

2. In paragraaf 3, tweede zin, schrijve men :
"De Minister of Staatssecretaris bevoegd voor de Brandweerdienst, wijst ...".

3. In paragraaf 4, wordt bepaald dat de officier die de proeftijd leidt aan de vergaderingen van de commissies deelneemt.

Dat zou tot gevolg kunnen hebben dat de officier die het stageverslag heeft opgesteld, gesteld dat het ongunstig is, van partijdigheid zou kunnen worden verdacht.

Voorts zij opgemerkt dat er een discrepantie is tussen de Nederlandse tekst "met raadgevende stem" en de Franse tekst "avec voix délibérative". Deze discrepantie zou in elk geval moeten verholpen worden.

Artikel 8.

Dit artikel bepaalt dat de kandidaat-brandweerman slechts in vast verband kan worden benoemd indien hij de elementaire kennis van de tweede landstaal heeft bewezen door een mondelinge proef.

.../...

Artikel 13, § 3, stelt dezelfde eis wat de kandidaat-officier betreft.

De vraag rijst of een dergelijke regeling verenigbaar kan worden geacht met de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, zoals die op de diensten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en van de Brusselse Agglomeratie van toepassing werden gemaakt door artikel 32 van de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen.

Die wetsbepaling luidt als volgt :

"Art. 32. § 1. De gecentraliseerde en gedecentraliseerde diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve en van het Verenigd College gebruiken het Nederlands en het Frans als bestuurstaal.

In de diensten bedoeld in het eerste lid kan niemand tot een ambt of een betrekking worden benoemd of bevorderd tenzij hij Nederlands of Frans kent, welke kennis wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 15, § 1, derde lid, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

De artikelen 50 en 54, hoofdstuk V, afdeling 1, de bepalingen die het gebruik van het Duits betreffen uitgezonderd, en de hoofdstukken VII en VIII, van dezelfde wetten, zijn van toepassing op de in het eerste lid bedoelde diensten.

§ 2. Onverminderd de toepassing van artikel 55, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, zijn de diensten van de Brusselse Agglomeratie onderworpen aan de bepalingen van § 1 van dit artikel".

.../...

Het aangehaalde artikel 32 heeft tot gevolg dat op de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, de regeling van de bestuurstaalwetten inzake de "centrale diensten" moet worden toegepast.

In de taalregeling van de centrale diensten, zoals die is vastgesteld in hoofdstuk V, afdeling 1, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, worden alle ambtenaren ingeschreven op een taalrol, de Nederlandse taalrol of de Franse taalrol, waarbij de kennis van de tweede taal alleen vereist wordt om deel uit te maken van het tweetalige kader. Het beginsel is dat van de eentaligheid van de personeelsleden.

De ontworpen tekst handhaaft de regeling van de eentalige kaders en van het tweetalige kader, doch bepaalt dat de eentalige personeelsleden, ten einde in vast verband te worden benoemd, moeten slagen voor een examen betreffende de kennis van de tweede taal, dat wordt afgelegd voor een binnen de dienst ingestelde examencommissie (en dat dus niet door het Vast Wervingssecretariaat wordt georganiseerd).

Die afwijking van de principiële regeling die in de bestuurstaalwetten is vastgesteld voor de centrale diensten is, volgens het laatste lid van artikel 8 van het ontwerp, "gesteund op de bijzondere hulpverlenende taken van de Dienst, waarbij elke brandweerman geconfronteerd wordt met individuele noodsituaties". In feite komt de ontworpen regeling erop neer dat op de bedoelde personeelsleden van de Dienst - zij het in een afgezwakte versie - de bepalingen

.../...

van de bestuurstaalwetten worden toegepast die gelden voor personeelsleden van de gewestelijke en plaatselijke diensten van Brussel-Hoofdstad die in de uitoefening van hun ambt "omgang hebben met het publiek" (artikelen 35, § 1, en 21, §§ 2 en 5) (5), wat volkomen begrijpelijk is indien men voor ogen houdt dat diezelfde bepalingen voorheen van toepassing waren op de Dienst, die immers vroeger een dienst van de Brusselse Agglomeratie was en derhalve belast was met taken die oorspronkelijk aan de gemeenten waren opgedragen (6).

Hoe begrijpelijk de afwijkende regeling van het ontwerp om de hiervoren vermelde redenen ook is, toch moet worden vastgesteld dat zulk een taalvereiste niet bestaansbaar is met artikel 43 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

(5) Onder meer in de arresten Discart, nr. 27.294, en Douha, nr. 27.295, van 7 januari 1987 heeft de afdeling administratie van de Raad van State geoordeeld dat brandweermannen moeten worden geacht in de uitoefening van hun functie "omgang met het publiek" te hebben in de zin van de vermelde bepalingen van de bestuurstaalwetten.

(6) Luidens artikel 4, § 2, 3^o en 4^o, van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten "(wordt) aan de agglomeratie ... de bevoegdheid van de gemeenten ... overgedragen (onder meer inzake) de brandweer (en) de dringende geneeskundige hulpverlening".

Volgens artikel 41 van dezelfde wetten gebruiken de centrale diensten voor hun betrekkingen met de particulieren echter die van de drie talen waarvan de betrokkenen zich hebben bediend. Dit artikel, dat eveneens van toepassing is op de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, behalve dat het Nederlands en het Frans als bestuurstalen worden gebruikt, maakt het niet mogelijk ook maar enigszins af te wijken van voornoemd artikel 43. Deze twee bepalingen stellen aanvullende vereisten waaraan eveneens moet worden voldaan door de instantie die belast is met de organisatie van de dienst. In het geval van de klassieke administratieve diensten rijzen er geen bijzondere praktische moeilijkheden om zowel te voldoen aan artikel 41 als aan artikel 43 van de gecoördineerde wetten.

Zoals hiervoren werd gesteld, hebben zulke moeilijkheden zich voorheen evenmin voorgedaan, omdat de Brandweerdienst een gewestelijke dienst was, waarop een zelfde regeling toepasselijk is als op de plaatselijke diensten die in BrusselHoofdstad gevestigd zijn. Die moeilijkheden zijn echter eigen aan de overgang van die voormalige gewestelijke dienst naar de categorie van de centrale dienst.

Het ontworpen besluit bepaalt weliswaar dat de brandweerman die voor taalexamen afgewezen is, niet om die reden mag worden ontslagen. Nochtans kan degene die voor dat examen niet geslaagd is, nooit in vast verband worden benoemd. Evenwel schrijft het ontwerp eveneens voor dat in het kader van bevorderingen geen enkel taalexamen wordt opgelegd, met uitzondering van de bevorderingen in het tweetalige taalkader. Ook in dat opzicht is het ontworpen

besluit niet in overeenstemming met de letter en de geest van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

De slotsom is dan ook dat het ontworpen besluit, met de weliswaar lovenswaardige bedoeling om de artikelen 41 en 43 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken verenigbaar te maken met de behoeften van de dienst, een regeling invoert die afwijkt van de taalregeling ingesteld bij hoofdstuk V, afdeling 1, van die wetten met betrekking tot de centrale diensten en die bij de voornoemde wet van 16 juni 1989 toepasselijk wordt gemaakt op de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp. Maar zulk een regeling die afwijkt van de regels betreffende het gebruik van de talen in bestuurszaken in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, kan alleen door de federale wetgever worden ingevoerd.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 13, § 3.

Artikel 11.

1. In het vijfde, het zevende en het achtste lid is er nu eens sprake van de "arbeidsgeneesheer", dan weer van de "arbeidsgeneesheer van de dienst".

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de Regering is de geneesheer bedoeld in het vijfde lid diegene waarvan sprake is in het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, terwijl de in het zevende en het achtste lid

.../...

bedoelde geneesheer de officier-geneesheer van de Brandweerdienst is.

De aldus ontworpen tekst is incoherent. In de tekst kan slechts sprake zijn van één enkele geneesheer, ofwel die welke is bedoeld in het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, ofwel diegene van de Brandweerdienst.

De tekst moet worden herzien.

2. Het negende lid is onvoldoende nauwkeurig geredigeerd. In de tekst moet worden aangegeven hoe de examencommissie precies is samengesteld.

3. Nog steeds in artikel 11 (bladzijde 29) wordt voorgeschreven dat de proeftijd gevolgd wordt door een "test", zonder dat wordt aangegeven waarin die test bestaat.

De tekst behoort te worden aangevuld.

Artikel 13.

De uitdrukking "mutatis mutandis" in paragraaf 1 is onduidelijk en kan tot rechtsonzekerheid leiden in een bepaling waarin regels worden gesteld door verwijzing naar andere bepalingen.

.../...

De onontbeerlijke preciseringen behoren te worden aangebracht.

Artikel 14.

Het zou beter zijn dit artikel, inzonderheid de eerste twee leden ervan, die betrekking hebben op de verplichting van verblijfplaats, op te nemen in hoofdstuk III van titel II.

In het derde lid wordt met het woord "regeling" het "dienstrooster van de wacht" bedoeld. Deze laatste uitdrukking moet worden aangewend.

Artikel 18.

1. In het eerste lid schrijve men :

"Art. 18. Het ambt van lid van de Brandweerdienst is onverenigbaar met dat van werkend lid van een andere openbare of particuliere hulpdienst".

2. Volgens de gemachtigden van de Regering zal het derde lid door een nieuwe tekst worden vervangen.

In de tekst die zij hebben medegedeeld, is de betrokkene niet meer verplicht binnen zes maanden na de aanmaning zijn toestand te regulariseren.

.../...

Het lijkt buitensporig te eisen dat betrokkene onmiddellijk zijn toestand regulariseert; een redelijke termijn moet worden voorgeschreven.

3. Het vierde lid bepaalt dat indien betrokkene geen gevolg heeft gegeven aan de aanmaningen van de Regering, hij "wordt afgezet".

Het betreft dus een automatische tuchtstraf, wat in bepaalde gevallen ertoe kan leiden dat een straf wordt uitgesproken die niet in verhouding staat tot de feiten.

Het zou beter zijn te schrijven : "... , kan een tuchtstraf oplopen".

Artikel 20.

De woorden "Onverminderd de reglementaire bepalingen van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut" zijn dubbelzinnig; behoren de bepalingen van het koninklijk besluit van 3 januari 1973 te worden toegepast in samenhang met de bepalingen van de erbij gevoegde tabel, of sluiten die voorschriften elkaar uit ? In de tekst moet worden gepreciseerd welke bepalingen van toepassing zijn.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 25.

.../...

Artikel 21.

Verwezen wordt naar de opmerking gemaakt in verband met artikel 13.

Artikel 22.

In de ontworpen tekst moet worden gepreciseerd welke instantie het huishoudelijk reglement vaststelt.

Artikel 26.

Verwezen moet worden naar artikel 27 in plaats van artikel 26.

Voorts zou het beter zijn te schrijven :

"Art. 26. Onder voorbehoud van de verkregen rechten van de personeelsleden in dienst op het tijdstip van inwerking-treding van dit besluit, wordt het voorlopig organiek reglement van de Brandweerdienst van 16 januari 1974 opgeheven".

Artikel 27.

Men schrijve :

"Art. 27. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

.../...

Artikel 28.

De Staatssecretaris kan het ontworpen besluit slechts uitvoeren op grond van een beslissing genomen door de minister aan wie hij is toegevoegd. Daaruit volgt dat de woorden "en de Staatssecretaris, bevoegd voor Brandweer en Dringende Medische Hulp" moeten vervallen.

Men schrijve dus :

"Art. 28. De ministers bevoegd voor het Openbaar Ambt en de Brandweerdienst zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

Slotopmerkingen.

1. Het woord "Executieve" moet worden vervangen door het woord "Regering", behalve wanneer verwezen wordt naar een besluit van de vroegere Gewestexecutieve.

2. Het ontworpen besluit is bijzonder slecht geredigeerd. Het houdt onder meer geen rekening met de regels inzake wetgevingstechniek. In dat verband merke men het volgende op :

a) verscheidene bepalingen zijn buitensporig lang en slecht geredigeerd. Dit is bijvoorbeeld het geval met de artikelen 4, 11 en 13;

.../...

- b) in de Franse tekst schrijve men : "Titre premier", "Chapitre premier", "Section première" en "§ 1er";
- c) behalve voor artikel 1 moeten de bepalingen van het ontwerp "Art. 2", "Art. 3", enz. worden genummerd in plaats van "Artikel 2", "Artikel 3", enz.;
- d) er bestaat geen grond om een artikel in paragrafen te verdelen indien elk ervan slechts één lid bevat;
- e) een zin moet worden onderverdeeld in 1º, 2º, 3º, enz., welke op hun beurt in voorkomend geval worden onderverdeeld in a), b), c), enz.; de streepjes moeten dus vervangen worden door 1º, 2º, enz.; onderdelen eindigen met een komma-punt;
- f) het is niet gebruikelijk een opsomming te onderbreken door invoeging van tussenzinnen of van tussengevoegde leden;
- g) de termijnen, percentages en breukgetallen moeten voluit in letters worden geschreven;
- h) wanneer wordt verwezen naar een artikel van het ontwerp, moeten de woorden "van dit besluit" vervallen;
- i) het gebruik van de toekomstige tijd moet worden voorkomen; het zou beter zijn de onvoltooid tegenwoordige tijd te gebruiken.

- j) vele bepalingen van het ontwerp bevatten gallicismen of onjuiste wendingen, zoals "kader", "een getuigschrift afleveren", "geschiktheidsproeven", "aangewezen worden op voorstel van", "te begeven betrekking", "het koninklijk besluit en zijn bijvoegsels", "personeelsverantwoordelijke", "onder eender welke voorwendsel", "de beraadslaging van de Agglomeratieraad", enz. Het ontwerp zou moeten worden gezuiverd van de gallicismen en andere taalfouten.

ST.

- 52 -

L. 23.128/9.

La neuvième chambre était composée de

De negende kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. HERBIGNAT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. HERBIGNAT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.

ST.

- 53 -

L. 23.128/VR.

L'avis concernant les articles 8 et 13, § 3, a été donné par les chambres réunies composées de

Het advies betreffende de artikelen 8 en 13, § 3, is gegeven door de verenigde kamers samengesteld uit

Monsieur : C.-L. CLOSSET,
de Heer :

président de chambre, président,
kamervoorzitter, voorzitter,

Monsieur : W. DEROOVER,
De Heer :
Madame : S. VANDERHAEGEN,
Mevrouw :

présidents de chambre,
kamervoorzitters,

Messieurs : R. ANDERSEN,
de Heren : J. MESSINNE,
M. VAN DAMME,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. GIJSSELS,
J. DE GAVRE,
F. DELPEREE,
A. ALEN,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Mesdames : F. LIEVENS,
Mevrouwen : M. PROOST,

greffiers,
griffiers.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Les rapports ont été présentés par MM. W. VAN VAERENBERGH et P. HERBIGNAT, auditeurs. Les notes du Bureau de coordination ont été rédigées et exposées par Mmes C. DEBROUX et R. THIELEMANS, référendaires adjoints.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. W. VAN VAERENBERGH en P. HERBIGNAT, auditeurs. De nota's van het Coördinatiebureau werden opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX en R. THIELEMANS, adjunct-referendarissen.

DE GRIFFIER - LE GREFFIER,

DE VOORZITTER - LE PRESIDENT,

F. LIEVENS.

C.-L. CLOSSET.

DX.

- 54 -

L. 23.128/9.

.../...